

Irlande

Emploi : le miracle à la croisée des chemins

Pascal UGHETTO

Encore au début de l'année 2001, l'économie irlandaise était considérée comme proche du plein-emploi et durablement installée dans cette situation. Aujourd'hui, certains n'hésitent pas à prédire un doublement d'ici 2003 du taux de chômage, qui se situe actuellement autour de 3,5 %. Ce serait là un revirement de tendance notable pour la République, qui s'était habituée ces dernières années aux envolées impressionnantes des taux de croissance et à un certain « miracle de l'emploi ».

Certes, ce revirement ne semble pas devoir ramener le pays à ses difficultés antérieures. Néanmoins, la tendance est fâcheuse : elle fait craindre que les succès économiques de ces dernières années aient pu ne pas être aussi solidement assis qu'on aurait voulu le croire. Le mode de développement suivi sur un peu moins d'une décennie présente des fragilités qui commencent à se révéler dans la conjoncture actuelle.

Coup d'arrêt à plusieurs années de croissance vigoureuse de l'emploi

On a tendance à ne plus s'en souvenir, mais, dans le courant des années 1980, l'Irlande se trouvait dans une situation économique parmi les plus délicates au

sein de la Communauté européenne. Au plus fort de ses difficultés, son taux de chômage s'est élevé, au milieu des années 1980, jusqu'à 17 %. Les tendances défavorables se cumulaient : stagnation ou régression de l'emploi (avec, au surplus, une forte émigration), inflation élevée, finances publiques fortement déficitaires et impliquant un lourd endettement rapporté au PIB.

La situation a brusquement changé dans la seconde moitié des années 1990 (tableau 1). Le contraste est désormais grand avec les taux de croissance fulgurants que connaît la République depuis 1994 et qui ont culminé à 10,5 % en 2000. Le statut de l'économie irlandaise au sein de l'Union européenne a profondément changé. Figurant il y a peu encore parmi les économies déshéritées, elle a bénéficié d'un processus accéléré de rapprochement de son niveau de développement vis-à-vis de ses partenaires de l'Union : son PIB par habitant est même passé de 69 % de celui de la zone euro en 1990 à 124 % en 2000 (Latreille, 2001). Ses comptes extérieurs et ses finances publiques sont passés du côté des soldes fortement positifs. Les flux migratoires se sont inversés. Le chômage s'est amplement résorbé (tableau 2) et a tendance à laisser la place à une situation du marché du travail

IRLANDE

où se tarissent les sources d'alimentation en nouvelles ressources en main-d'œuvre.

En guise d'explication, il est fréquent d'invoquer le rôle joué par les aides communautaires, dont l'Irlande a jusqu'ici largement bénéficié. Celles-ci ont indéniablement produit des effets structurels décisifs : le pays a pu, grâce à elles, améliorer la densité et la qualité de ses infrastructures et le niveau d'instruction de sa population active. C'était certainement là une condition pour que se déploie l'investissement étranger, à l'actif duquel doit être mise une part importante de la croissance de la production, des exportations et de l'emploi ces dernières années. Le territoire irlandais a effectivement été choisi par de nombreuses firmes multinationales pour leur servir de tête de pont en Europe – au point que, en 1997, elles y représentaient « plus des deux tiers de la production et plus de 40 % de l'emploi dans le secteur manufacturier » (Andreosso-O'Callaghan, 2001). Dans

des secteurs comme l'informatique, la pharmacie, les instruments d'ingénierie ou la chimie, de 80 % à 90 % de l'emploi sont le fait des multinationales étrangères.

C'est là le fruit d'une politique délibérément choisie par les gouvernements successifs à travers la participation à l'union économique et monétaire et la politique fiscale à l'égard des entreprises. Au sein de la zone euro, c'est effectivement dans ce pays que ces dernières trouvent le régime fiscal le plus avantageux, puisque les sociétés des secteurs manufacturiers et des services échangés au niveau international ne sont imposées qu'à hauteur de 10 % des bénéfices. Les firmes multinationales, principalement américaines, qui, sur la vague de l'expansion qu'elles connaissaient sur leur marché intérieur, ont voulu étendre leur croissance au marché européen, ont donc fréquemment choisi la République d'Irlande comme localisation au sein de la zone euro. Elles y ont trouvé une population active nombreuse, relativement bien

Tableau 1. Quelques résultats économiques
(% de variation annuel moyen, sauf indication particulière)

	1961-70	1971-80	1981-86	1987-93	1994-98
PIB réel	4,2	4,7	2,1	4,8	9,2
PNB réel	4,2	3,9	0,1	4,1	8,3
Prix à la consommation	4,8	13,6	10,8	2,9	2,1
Emploi	-0,0	0,9	-1,3	1,1	4,9
Taux de chômage					
niveau	4,8	6,8	13,8	15,2	11,4
fin de période	5,6	7,0	17,1	15,7	7,7
Capacité de financement des administrations publiques en % du PNB					
niveau	n.d.	-10,3*	-12,5	-3,9	-0,2
fin de période	n.d.	-12,7	-11,9	-2,7	2,4
Balance courante en % du PNB					
niveau	-3,3**	-6,1	-7,5	0,5	2,9
fin de période	-4,7	-11,1	-3,6	4,4	1,9

* 1977 à 1980.

** 1962 à 1970.

Source : OCDE (1999).

Tableau 2. Taux de chômage (%)
(taux standardisés, corrigés des variations saisonnières)

	1997	1998	1999	2000	2001
Janvier	10,7	8,5	6,3	4,6	3,6
Février	10,6	8,2	6,1	4,5	3,6
Mars	10,5	8,0	5,9	4,3	3,6
Avril	10,3	7,8	5,7	4,3	3,7
Mai	10,1	7,6	5,7	4,2	3,7
Juin	9,9	7,5	5,5	4,1	3,7
Juillet	9,7	7,3	5,4	4,0	3,7
Août	9,5	7,1	5,3	3,9	3,7
Septembre	9,3	6,9	5,1	3,8	
Octobre	9,1	6,7	5,0	3,7	
Novembre	8,9	6,6	4,9	3,7	
Décembre	8,7	6,4	4,7	3,6	
Moyenne annuelle	9,8	7,4	5,5	4,1	

Source : Central Statistics Office Ireland.

formée, parlant anglais, disposée à travailler dans l'industrie manufacturière – et notamment dans des activités d'assemblage¹ –, ou encore dans des services comme les centres d'appels, et cela pour des coûts de main-d'œuvre très compétitifs.

Qui plus est, les gouvernements se sont, par ailleurs, attachés à encadrer le boom économique par des accords salariaux destinés à éviter l'inflation salariale qui, à l'approche du plein-emploi, aurait pu résulter d'une accélération des exigences des salariés alors même que l'investissement a surtout développé les industries à forte intensité de main-d'œuvre.

La conjoncture récente, marquée par un ralentissement de la croissance, vient interrompre cette période un peu folle qui a vu l'Irlande changer de visage. Dans le sillage de l'économie américaine et en compagnie de ses partenaires européens, dont l'embellie conjoncturelle de ces der-

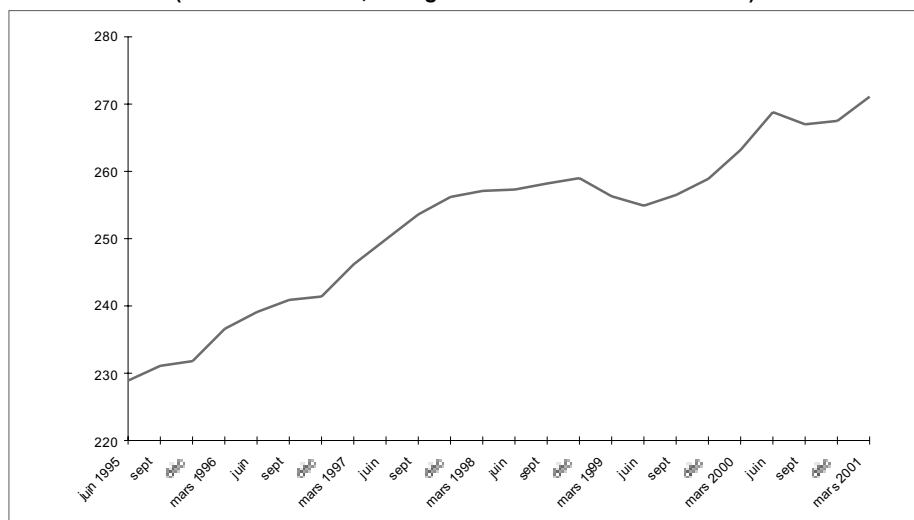
nières années n'avait pas été aussi euphorique, elle a entrepris un atterrissage qui devrait la conduire à des taux de croissance, encore honorables, de 5,5 % en 2001 et de 3,5 % en 2002. L'emploi (notamment dans l'industrie) a commencé à être touché (graphique 1).

L'amorce d'un retournement de conjoncture en début d'année 2001

Même s'il manifeste une ampleur quelque peu disproportionnée par rapport au reste de l'Union européenne, le cycle économique et de l'emploi n'en évolue pas moins actuellement en Irlande à l'unisson de celui de ses partenaires européens. Le retournement de la situation du chômage intervient ainsi dans la bonne moyenne de ce qui se produit par ailleurs. Tel qu'enregistré par l'*Irish National Organisation of the Unemployed* (INO), c'est entre avril et mai que le taux de chômage s'est mis à changer

1. On peut citer à titre d'exemple le cas de Dell qui assemble sur commande ses PC, précisément en Irlande.

Graphique 1. Emploi industriel (milliers)
(toutes industries, corrigé des variations saisonnières)



Source : Central Statistics Office Ireland.

d'orientation et s'est remis à augmenter, passant (en chiffres non standardisés) de 3,6 % à 3,7 %.

Il n'était cependant guère possible d'y diagnostiquer, à l'époque, l'amorce d'un retournement profond de la tendance de l'emploi. L'origine a alors paru, au contraire, assez conjoncturelle. Sur les 2100 nouveaux inscrits du mois d'avril, 901¹ l'étaient à la suite de licenciements intervenus dans l'industrie de la viande et dans le tourisme en raison des effets de l'épizootie de fièvre aphteuse. Les restrictions de circulation dans les campagnes pour éviter la propagation de cette dernière avaient, en effet, affecté le sec-

teur du tourisme², mais on pouvait considérer cela comme peu significatif pour l'évolution générale de l'emploi.

Pourtant, dans les deux secteurs de l'agriculture et du tourisme, les difficultés ne se sont pas révélées épisodiques, à tel point que, à l'été, une partie importante de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi comptabilisés par le *Central Statistics Office* est provenue du fait que des personnes (notamment des jeunes) qui auraient normalement dû sortir des listes en août en trouvant un emploi saisonnier dans le tourisme et l'agriculture n'ont pas été en mesure de le faire.

1. Tous les chiffres de ce type sont à apprécier en les situant à l'échelle de ce pays de moins de quatre millions d'habitants et dont la population active n'atteint pas deux millions de personnes.
2. La baisse de fréquentation des touristes étrangers (de 2,4 % entre les premiers trimestres 2000 et 2001) est à imputer aux visiteurs en provenance de Grande-Bretagne, car les Américains et, surtout, les Européens du continent ont continué à venir sur l'île de plus en plus nombreux (CSO, 2001b). Cette baisse n'a cependant pas empêché une augmentation des revenus tirés du tourisme sur les six premiers mois de l'année.

Durant toute cette période, le gouvernement, en dépit des critiques des travailleurs, s'est affiché comme décidé à croire que les perspectives de l'emploi demeuraient fondamentalement bien orientées, ne voulant retenir que les éléments de bilan positifs. Après tout, les chiffres du mois de mai – montrant qu'il y avait, à cette date, 1,72 million de personnes employées, soit 45 800 de plus qu'un an plus tôt – faisaient apparaître une évolution se maintenant dans le bon sens, et cela au bénéfice de tous les secteurs, à l'exception de l'agriculture et des hôtels-restaurants. Ils indiquaient cependant aussi une décélération de la croissance de l'emploi.

Même les premières annonces de licenciements dans d'autres secteurs, à partir de l'été, n'ont pas immédiatement paru de nature à réviser le jugement porté sur une économie dont on a pris l'habitude de la voir créer rapidement de nouveaux emplois. Le gouvernement a ainsi pu s'estimer en droit de réagir à ces annonces en affirmant sa certitude que ceux qui venaient de perdre leur emploi « ne [resteraient] pas longtemps sans travail ».

Un retournement de conjoncture dans le sillage du ralentissement américain

En réalité, durant l'été, il s'est confirmé que l'évolution de l'emploi avait pris un tour plus grave puisque, désormais, des secteurs et des entreprises ayant joué un rôle de premier plan dans le boom de l'emploi se sont mises à licencier à leur tour. Les mois d'août et de septembre ont vu s'accélérer les annonces de plans de réductions d'effectifs de la part des multinationales, les mêmes qui, ces dernières années, avaient été à l'origine d'une grande partie de l'explosion des embauches. Le pessimisme s'est diffusé de l'industrie vers les services : en août, alors

qu'il était jusqu'à cette date, resté positif, l'indice des directeurs d'achat, est, dans les services, devenu négatif. La baisse de confiance la plus forte a touché le secteur technologie-multimédia-télécommunications (TMT). Les services financiers et le secteur des voyages et du tourisme se sont également trouvés concernés.

Avec une telle tournure prise par les événements, il n'était plus possible de voir dans les difficultés de l'emploi un simple épisode passager : il fallait convenir que la République subissait les répercussions du retournement de tendance dont était victime depuis plusieurs mois la « nouvelle économie » aux Etats-Unis. Etaient ainsi touchés les grands secteurs dans lesquels s'étaient concentrées les créations d'emplois : les technologies et télécommunications et les services financiers.

Ces dernières années, l'Irlande s'est constituée en un vaste site d'assemblage de matériels informatiques et en siège européen des multinationales américaines du secteur « TMT » (*cf. supra*). Elle subit donc de plein fouet les effets de la baisse des ventes de micro-ordinateurs PC qui affecte des entreprises comme Intel, Gateway et Dell. En septembre, on comptabilisait déjà 2 500 personnes qui, sur l'effectif total de 55 000 que compte le secteur des technologies, avaient perdu leur emploi dans l'année. Là dessus, Gateway, qui préfère se recentrer sur des activités de conseil informatique aux Etats-Unis, est venu annoncer qu'il fermait son siège pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Europe de l'Est, le Moyen Orient et l'Afrique, siège qui, à Dublin, employait 900 personnes.

Des centaines d'emplois pourraient également être supprimés au terme de la fusion entre deux des plus grands employeurs du secteur en Irlande, He-

IRLANDE

wlett-Packard et Compaq Computer, qui salarient à eux deux 4 500 personnes dans la République et en Irlande du Nord et qui avaient tous les deux implanté en Irlande leur centre d'activité pour l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique. Les activités tertiaires (marketing, vente...) pourraient être particulièrement affectées, davantage en tout cas que les activités de production, puisque, dans ce domaine, les activités ne se recouvrent pas entre Compaq, qui avait recentré ses sites irlandais sur la haute valeur ajoutée, et HP (imprimantes à jet d'encre).

Par ailleurs, s'il est possible que l'Irlande parvienne à échapper aux réduc-

tions d'effectifs planifiées par Alcatel dans ses établissements dans le monde, il faudrait cependant également compter avec les possibles 2 000 licenciements envisagés par Nortel Networks. Chez Volex, fabriquant de câbles qui emploie 600 personnes, on se sépare de 44 salariés supplémentaires après 150 en juin. Ce nombre aurait pu être plus important si des salariés n'avaient accepté une réduction de leur temps de travail.

Les services financiers sont également touchés, avec, par exemple, la fermeture, à Dublin, de First-e, qui regroupait les activités bancaires sur Internet d'Enba, appartenant à la Banque

Tableau 3. Quelques exemples d'annonces de réductions d'effectifs

Date de l'annonce et/ou de la mise en œuvre du plan de réduction d'effectifs	Entreprise	Nombre d'emplois concernés	Remarques
Mai et juin 2001	Dell Computers	325	Départs volontaires
Juin 2001	Xerox	400	
Juin 2001	Nortel Networks	330	Irlande du Nord
Juin 2001	Ispat International	400	Fermeture
Août 2001	Rank Xerox	100	
Août 2001	Monaghan Poultry	140	
Août 2001	Dell	100	
Août 2001	Gateway	900	Fermeture
Septembre 2001	Intel	170	
Septembre 2001	Volex	44	Après 150 en juin
Septembre 2001	First-e	245	Fermeture d'établissement
Septembre 2001	Honeywell	30	
Septembre 2001	Uniliver Bestfoods	87	
Septembre 2001	Shinko Microelectronics	340	Fermeture d'établissement
Septembre 2001	Altavista	10	Fermeture de la division financière
Septembre 2001	EMC	> 160	
Septembre 2001	Bombardier Aerospace	de 880 à 1980	Irlande du Nord
Octobre 2001	Hanson Industries	133	Fermeture d'établissement
Octobre 2001	Information Mosaic	22	
Octobre 2001	Nortel Networks	265	République d'Irlande (150) et Irlande du Nord (115)
Octobre 2001	William Hill	env. 300	Fermeture d'établissement

d'Escompte, de nationalité française. Cela représente une perte de 245 emplois.

La liste est, cependant, loin de s'arrêter là (tableau 3) et elle s'étend à d'autres secteurs, plus traditionnels. Fin août-début septembre, c'est quotidiennement que s'affichent dans la presse les annonces de réductions d'effectifs. Les régions qui étaient restées les plus en retrait dans l'essor des dernières années sont parfois durement touchées. En dehors de la République, l'Irlande du Nord, qui connaît un taux de chômage supérieur (aux alentours de 6 %), subit, par exemple, la décision des chantiers navals de Belfast Harland & Wolff de licencier plus de la moitié de leurs 1 200 salariés.

Une situation contrastée, cependant

Le pays a connu une telle avalanche d'annonces de suppressions d'emplois que celles-ci tendent à effacer les bonnes nouvelles qui témoignent pourtant d'une situation relativement contrastée.

L'Irlande demeure un site attractif, ce que des décisions d'implantations se chargent de rappeler, à l'instar de BNP Paribas Securities Services, qui prévoit de créer 50 emplois dans le cadre de l'extension de ses opérations au sein du Centre international de services financiers de Dublin.

Très significatifs sont les cas des comtés de Waterford et de Sligo. Le premier, traumatisé dans un premier temps par l'annonce de la fermeture de Waterford Crystal, apprend, quelques semaines plus tard, la décision de Nypro, *joint venture* irlandaise-américaine, d'y créer une usine d'assemblage informatique, avec 400 emplois à la clef sur quatre ans. De même, l'ouverture d'une société de logiciels, promettant la création de 230 emplois sur cinq ans, permet à Sligo de

relever la tête après avoir appris, deux semaines auparavant, la fermeture de Hanson Industries et la perte consécutive de 130 emplois. La société créée sera spécialisée dans les logiciels de traduction dans l'« *e-learning* », en formation continue.

Contraste également dans le domaine des industries traditionnelles. Dans le nord de la République, le comté du Donegal voit ses pertes d'emplois très liées à la vulnérabilité de secteurs comme le textile-habillement (Fruit of the Loom, par exemple, avait supprimé 300 emplois dès 2000, tandis qu'une réduction de 60 postes est intervenue en début d'année 2001 à Unifi et 40 à Nena Models). Mais le textile peut également susciter de nouveaux emplois lorsqu'il exploite des stratégies de niche. Bien qu'en dehors de la République, c'est le cas en Irlande du Nord, avec la création d'une usine dans le cadre d'un partenariat entre deux sociétés du secteur.

L'Irlande n'est donc pas touchée par une déferlante de licenciements qui viendrait annuler de façon parfaitement univoque le boom passé. Du dynamisme qui est en train de se ralentir, il reste des effets. Les Irlandais n'ont pas nécessairement l'impression de voir s'évanouir complètement des illusions. Le succès rencontré par le programme de 170 départs volontaires mis en place par Intel, qui a reçu plus de candidatures qu'il n'en fallait, en est un indice : au-delà de l'attrait que représentaient les avantages offerts (quatre à douze mois de salaire, des bons pour des formations, etc.), il témoigne du maintien d'une confiance dans la possibilité de retrouver un emploi assez aisément.

**Les prochains mois placés sous le
signe de l'incertitude**

Il n'en demeure pas moins que l'incertitude s'accroît pour les mois à venir, comme dans le reste de l'Europe. L'économie tout entière est touchée par le ralentissement, qui s'est progressivement étendu aux secteurs plus déterminés par la demande intérieure. La construction pour les particuliers se tasse, les achats de voitures neuves chutent (une baisse d'un tiers entre juin 2000 et juin 2001).

A cela est venu s'ajouter l'attentat commis aux Etats-Unis le 11 septembre. Les retombées de moyen terme sont encore incertaines. Elles pourraient se manifester dans le tourisme qui verrait ainsi ses difficultés s'aggraver. Les visiteurs américains risquent fort de faire défaut pour plusieurs mois, et notamment dans les toutes prochaines semaines (alors que, en temps normal, on attend la venue d'environ 200 000 d'entre eux au cours du dernier quart de l'année)¹. La Fédération des hôtels irlandais prévoit une baisse des visites de l'ordre de 200 000 personnes jusqu'à la fin de l'année, ce qui laisserait augurer, selon elle, de la perte de 5 000 emplois. Pour l'année prochaine, elle envisage une perte possible de 14 000 emplois à imputer à une réduction du nombre des visiteurs de 550 000 personnes.

Pour l'heure, les effets les plus immédiats et les plus manifestes ont concerné les compagnies aériennes, dont la compagnie nationale Aer Lingus. Celle-ci subit d'importantes pertes, dues à la chute du trafic de 80 % (en octobre) sur ses li-

gnes transatlantiques (les plus lucratives de toutes : elles assurent 60 % de ses profits), mais aussi sur la Grande-Bretagne et le reste de l'Europe (baisse de 30 %). La chute devrait se poursuivre et Aer Lingus n'hésite pas à afficher le risque de la cessation de paiement pour l'année prochaine.

L'emploi est menacé par les projets de réduction des capacités de 25 %. Un peu plus de 2 000 emplois sont appelés à disparaître. L'affaire suscite un émoi important : le gouvernement a fait l'objet de critiques dans la manière dont il a traité avec la Commission européenne pour sauver l'entreprise. Faiblement sensible aux pressions des syndicats et de l'opposition², il a souvent été jugé peu entreprenant, se réfugiant derrière les interdictions d'aides que pourrait prononcer Bruxelles. On l'a soupçonné de vouloir ainsi laisser à Aer Lingus la latitude lui permettant d'engager une restructuration dont le transporteur aérien et l'Etat jugent qu'elle aurait dû être entreprise même en dehors des événements américains.

La compagnie aérienne devait, en effet, se rationaliser : même si sa situation s'était redressée depuis le début des années 1990, il lui fallait désormais apprendre à gérer un possible retournement de tendance du fait du ralentissement américain. Mais la restructuration était rendue difficile par des relations sociales peu favorables, d'autant qu'il s'agissait notamment d'annoncer la suppression d'emplois non qualifiés (transfert des bagages, restauration...) alors que, dans le

-
1. Le public en provenance d'Amérique du Nord est précieux pour le tourisme irlandais : il a représenté en 2000 plus d'un quart de la dépense faite sur place par les touristes étrangers (contre un peu plus d'un cinquième en 1996) (CSO, 2001a).
 2. Tandis que, au contraire, la compagnie charter Ryanair (qui, moins engagée sur les lignes transatlantiques, tire son épingle du jeu) fait pression pour empêcher la distribution d'aides à la compagnie publique.

même temps, les pilotes venaient d'obtenir une augmentation de 30 %. Les syndicats se plaignent d'être tenus à l'écart des projets de la direction. Les deux principales organisations, le SIPTU et IMPACT, sont cependant divisées : le premier, très implanté dans les personnels au sol (qui seront les premiers affectés), se montre plus radical. Il a notamment organisé une marche de protestation sur le Parlement en signe d'inquiétude et de mobilisation. En revanche, le second, qui représente principalement les pilotes et les personnels de cabine, fait preuve de plus d'ouverture, par exemple à l'égard de la vente (et donc privatisation) partielle de la compagnie, dont le principe est désormais acquis.

Consolider l'emploi, consolider le mode de développement

Faut-il donc parler de fin du miracle ? Jusqu'à présent, l'Irlande ne semble pas le craindre. Le gouvernement veut demeurer optimiste et préfère considérer que les chiffres indiquant un retournement de tendance sur le front de l'emploi montrent la nécessité de préserver et d'améliorer l'attraction de la République. De son côté, le patronat, par la voix de l'Irish Business and Employers Confederation (IBEC), demande une baisse du coût du travail. Le dernier pacte national (PPF, *Programme for Prosperity and Fairness*, mars 2000) commence à faire l'objet de mises en accusation de la part des employeurs au sujet de ses clauses d'augmentations de salaires¹, accusa-

tions que refusent d'ailleurs d'avaliser les syndicats.

Simple problème de coûts salariaux excessifs ou d'attraction à renforcer ? Jusqu'à présent, on ne voit guère apparaître, que ce soit du côté de l'Etat, des employeurs ou des syndicats, de volonté de poser le problème en termes de mise à l'épreuve du mode de développement qui a porté l'emploi au cours des dernières années. Tout se passe visiblement comme si le boom économique avait durablement modifié les consciences et assuré la confiance dans les capacités de l'Irlande à bénéficier des effets d'un modèle fortement créateur d'emplois. L'optimisme paraît l'emporter pour le moyen ou le long terme. Personne n'a l'air d'envisager que le ralentissement actuel puisse mettre définitivement fin à la période faste qui vient de se dérouler, ou vienne tout simplement forcer le modèle à s'adapter.

Le mode de développement irlandais va-t-il cependant subir l'épreuve comme une simple secousse sans conséquence ? S'il ne paraît guère fondé de considérer que le miracle irlandais pourrait n'avoir été qu'un feu de paille, il n'en demeure pas moins qu'il n'était pas exempt de fragilités. Celles-ci pourraient bien devoir faire l'objet d'un réexamen dans le ralentissement actuel. Si l'on suit B. Andreosso-O'Callaghan (2001), il faudrait prêter attention à trois problèmes.

Le premier concerne la dépendance à l'égard de l'investissement des multinationales américaines et, plus largement, de la croissance aux Etats-Unis : de fait, il est bien apparu que l'Irlande subit de

1. Le PPF est le dernier en date des pactes nationaux (Etat, employeurs, syndicats, secteur associatif) inaugurés par l'Irlande en 1987, au moment le plus critique de sa situation économique. Il a été conçu pour encadrer le boom économique et, notamment, contrôler les augmentations de salaires. Mais ces dernières, modérées compte tenu du rythme de la croissance irlandaise qui était alors envisagée, apparaissent dorénavant aux employeurs moins compatibles avec les prévisions de croissance révisées.

IRLANDE

plein fouet le retournement de la conjoncture américaine. Les entreprises originaires des Etats-Unis ont réduit leur activité et leurs investissements en Europe, et tout spécialement en Irlande, dès lors qu'elles se sont trouvées fragilisées sur leur marché intérieur. Certaines (comme Gateway) ont même fait le choix de se replier sur celui-ci – donc de sacrifier l'Europe et, partant, leur tête de pont sur ce continent, l'Irlande.

En second lieu, il s'agit de la faible capacité de l'industrialisation irlandaise à tirer parti de la présence des multinationales. Les points forts irlandais (ordinateurs, produits chimiques...) sont restés portés par les entreprises d'origine étrangère, tandis que le tissu productif national ne s'est pas montré capable d'en prendre progressivement le relais. Le magazine *The Economist* soulignait récemment le contraste avec la Suède et la Finlande, en insistant sur le fait que l'Irlande, à la différence de celles-ci, avait développé dans le domaine de la « nouvelle économie » des performances qui ne reposaient guère sur des compétences nationales, à l'exception peut-être des logiciels. D'autre part, la présence des multinationales sur le territoire de la République n'a qu'insuffisamment profité aux entreprises locales, auprès desquelles elles s'approvisionnent peu.

Enfin, le système national d'innovation proprement irlandais reste faible : la recherche-développement sur le territoire est, pour l'essentiel, le fait des entreprises étrangères.

Au bout du compte, le retrait de ces entreprises, lorsqu'il a lieu, se révèle priver la République de capacités de production et d'innovation qui ne s'étaient pas enracinées dans le tissu industriel local et ne l'avaient guère fécondé. Du coup, les emplois perdus pourraient bien ne pas réapparaître aussi facilement lors de la re-

prise. Des entreprises qui ont quitté l'Irlande ne reviendront pas nécessairement, mais iront éventuellement chercher ailleurs les avantages en termes de coûts qu'elles y trouvaient. Car, entre temps, d'autres pays (notamment en Europe de l'Est) pourraient « disputer à l'Irlande le [rôle de] terre de prédilection de l'investisseur étranger en Europe », d'autant que « l'adhésion, avec son cortège de fonds structurels, d'exceptions à l'harmonisation fiscale (donc la possibilité pour ces pays d'utiliser un taux bas d'imposition sur les sociétés), et de libre-échange permettra aux nouveaux membres de reproduire facilement le cas irlandais » (Andreosso-O'Callaghan, 2001).

En somme, l'emploi est assis de manière inconfortable sur une dépendance à l'égard des firmes multinationales américaines et l'inconfort est accentué par la difficulté à percevoir les manifestations d'une dynamique interne qui viendrait prendre le relais. Lorsque le gouvernement met en avant, comme forme de réponse aux déconvenues actuelles en termes d'emploi, le renforcement de l'attraction du territoire, ou que l'IBEC avance le problème de la compétitivité du coût salarial, il semble que cette question du relais par une dynamique interne ne soit guère posée comme problème prioritaire. Les recommandations de l'OCDE – qui poussent à des réformes structurelles visant à faire sauter les « goulets d'étranglement » bien plus qu'elles ne discutent de l'attraction comme stratégie de développement (OCDE, 1999, 2001) – iraient également dans ce sens.

Les stratégies des différents acteurs face à l'avenir de l'emploi ne sont cependant pas encore définies très clairement. D'un autre côté, en effet, on voit le gouvernement manifester une certaine conscience de l'importance du renforcement

du potentiel technologique de la République et des compétences de sa main-d'œuvre, mais qui reste à prouver plus fortement. La recherche publique est très faible et il reste à savoir si la création récente de la *Science Foundation Ireland* inversera vraiment la tendance. Il resterait également à renforcer les efforts de recherche des entreprises, qui, calculés en pourcentage du PIB, sont également inférieurs à la moyenne européenne. Par ailleurs, la formation continue est peu développée. L'effort a plutôt été concentré sur la formation initiale et il arrive d'ailleurs au gouvernement de se faire interpellé sur ce sujet. Le patronat a, dans certaines régions, demandé aux pouvoirs publics d'aider les entreprises à financer la formation d'adaptation de leurs salariés pour maintenir l'emploi. Ce même patronat est également soucieux de voir les pouvoirs publics assurer le maintien d'un effort de l'Etat dans le développement des infrastructures : invitant le gouvernement à ne pas réagir au ralentissement économique par une augmentation des dépenses publiques, il lui demande cependant de maintenir les projets de financement du développement des infrastructures routières. Mais l'urgence se fait également sentir dans d'autres domaines dont les employeurs se montrent moins immédiatement soucieux, comme les hôpitaux, confrontés à d'inquiétantes files d'attentes.

Vers un nouveau mode de développement ?

Le mode de développement irlandais est à un tournant. Le pays est désormais amené à envisager que les entreprises

étrangères viennent moins spontanément investir dans la République. Il va, par ailleurs, devoir apprendre à faire sans les aides européennes¹. Inversement, il risque aussi d'avoir à subir des contraintes plus fortes : d'ores et déjà, il lui a fallu accepter de porter d'ici 2003 son taux d'imposition des bénéficiaires des sociétés à 12,5 %, ce qui ne devrait être, un jour, qu'une étape vers l'harmonisation vis-à-vis des autres pays de la zone euro (les exemptions étant réservées aux économies en difficulté). Son rythme de croissance quelque peu atypique à l'égard de la moyenne de la zone euro est également à l'origine d'un décalage vis-à-vis des contraintes que subissent ses partenaires dans la conduite de la politique budgétaire, décalage qui les amène à faire des observations au gouvernement à ce sujet. Aux yeux des Irlandais, l'Europe n'est pas sans changer dans la manière dont ils peuvent la percevoir, subjectivement : de ressource à leur développement, elle devient de plus en plus source de contrainte.

Saisis par l'euphorie du boom des dernières années, les Irlandais pourraient fort bien se laisser porter par la confiance en eux-mêmes qu'ils ont pu acquérir. Après tout, n'ont-ils pas réussi, au cours de ce boom, à se délivrer de la dépendance à l'égard de la Grande-Bretagne, dont la part dans leurs exportations a perdu son caractère privilégié ? Mais ils ont obtenu ces résultats en s'appuyant sur des firmes qui ont déjà entrepris de réviser leur implication dans l'économie du pays et qui sont en attente d'un relais par les entreprises nationales.

Le boom économique de ces dernières années a permis à l'Irlande de franchir

1. Pour atténuer le choc d'une réduction des subventions européennes, l'Irlande envisage de jouer sur un découpage de son territoire qui permettrait de faire apparaître des régions nécessitant toujours l'aide de l'Union.

IRLANDE

un seuil dans son développement et de converger vers les moyennes communautaires sur de nombreux aspects du niveau de vie. L'emploi s'est considérablement développé dans des industries et des services à forte intensité de main-d'œuvre. La pérennisation de cet emploi implique probablement que les Irlandais engagent la réflexion sur la stratégie de développement à poursuivre et sur son inscription dans les rapports avec les firmes américaines et avec l'Union européenne.

Sources

Andreosso-O'Callaghan B. (2001), « Soutenabilité et transposabilité du modèle de crois-

sance irlandais », *Problèmes économiques*, n°2723, 1^{er} août.

CSO (Central Statistics Office) (2001a), « Tourism and Travel, 2000 », 9 May.

CSO (Central Statistics Office) (2001b), « Tourism and Travel, First Quarter 2001 », 29 June.

Dobbins T. (2001), « Job losses hit information technology sector », *Eiobserver*, 9 juin.

Latreille T. (2001), « L'Irlande, l'enfant terrible de l'Union européenne », *Lettre de l'OFCE*, n° 209, 10 oct.

OCDE (1999), *Etudes économiques de l'OCDE : Irlande*, Paris, Editions de l'OCDE.

OCDE (2001), *Etudes économiques de l'OCDE : Irlande*, Paris, Editions de l'OCDE.

The Irish Times.